

Intervention Union Locale CGT

d'Arles 10 octobre 2017

Depuis son élection, le Président de la République déroule son programme de casse de notre modèle social. Il s'attaque frontalement au droit du travail, à la protection sociale, à la santé, à la retraite et au chômage, en témoigne la présentation du projet de loi de finances 2018.

Dans cette situation, nous voulons réaffirmer que la CGT rejette totalement l'instauration d'un Etat d'urgence permanent. La CGT rejette ce projet de loi et estime qu'un débat citoyen est essentiel et incontournable concernant les politiques menées sur la sécurité publique et la lutte contre le terrorisme. Nous revendiquons plus de droits, du progrès social et des libertés individuelles et collectives renforcées et garanties.

Dans ce contexte, il nous faut redire que le gouvernement qui se donne pour objectif de modifier en profondeur le rapport contractuel au travail, va engendrer des efforts importants pour toutes une génération de travailleurs, un seul objectif baisser les garanties collectives des salariés pour prendre au plus grand nombre et donner aux plus riches. Sacré progrès social ! La précarité augmente, le nombre de demandeurs d'emploi explosent, l'augmentation de la CSG s'ajoute à une liste déjà longue de mauvais coups.

Et dans les entreprises à Arles et ailleurs des directions décident d'appliquer déjà avec zèle et avant la finalisation des ordonnances une partie de celles-ci !!!

A tout cela s'est ajouté la décision de supprimer les emplois aidés, ce gouvernement s'attaque aux moyens dont peuvent disposer les établissements, les associations et les collectivités locales en supprimant les emplois utiles alors que l'urgence est de le pérenniser pour répondre aux besoins notamment de services publics. **Dans tous ces secteurs à Arles comme ailleurs ce sont des dizaines et des milliers d'emplois qui sont supprimés unilatéralement !!! Si la CGT a toujours combattu ces contrats qui ne s'accompagnent d'aucune réelle formation qualifiante ni véritable insertion professionnelle à long terme, ou qui maintiennent les personnels dans la précarité, elle ne peut accepter ce plan de licenciement massif.**

En revanche les plus fortunés continuent de passer à la caisse !!! Le patronat jubile, et Gattaz applaudit.

Le Président de la République et les siens peuvent bien parader et singer de manière absurde le président américain en mettant en scène, face caméra la signature de ses ordonnances. Les coups de talons autoritaires n'y changeront rien, les salariés se mobilisent ou cherchent à se mobiliser à l'appel de plusieurs organisations syndicales.

Nous ne lâcherons rien pour mettre en place un processus unitaire plus large et plus puissant. En premier lieu ce sont les salariés qui doivent s'investir davantage dans l'action et participer aux différentes formes d'action dans les entreprises et les localités.

Aujourd'hui, le 10 Octobre, pour les trois versants de la fonction publique, toutes les organisations syndicales appellent à la grève pour s'opposer au gel du point d'indice, aux suppressions d'emplois, au retour du jour de carence et pour un budget qui prenne en compte les besoins de la population.

C'est une première depuis 13 ans, et la mobilisation s'annonce déjà très forte.

Les salariés des Transports ont ouverts une brèche. L'accord signé la semaine dernière laisse toutes les prérogatives à la branche concernant l'ensemble des éléments de rémunération de la branche. Dans les transports, nous retrouvons ainsi la hiérarchie des normes !!!

Ceci constitue une première entorse aux ordonnances et favorise la négociation collective de la branche. La mobilisation et le rapport de forces peuvent faire bouger les lignes !

Oui il nous faut continuer à aller au débat, échanger autour de nous, confronter nos idées, ce sera le plus efficace pour élargir le rapport de force et faire grossir notre mobilisation qui doit s'ancrer durablement.

Une nouvelle journée d'action interprofessionnelle aura lieu le 19 octobre. Les journées des 12, 21 septembre celle d'aujourd'hui démontre notre impulsion collective sans faille depuis le début.

Le syndicalisme s'avère plus puissant quand il s'engage rassemblé et c'est lui qui peut stopper la grande régression engagée par la sainte alliance libérale. Le temps des additions doit s'ouvrir pour multiplier les chiffres des salariés dans l'action. Il est aussi le meilleur moment pour parler d'un avenir qui reprenne la voie du progrès social.

Le 10 octobre est un outil collectif dans tout le pays pour les de 5,4 millions d'agents publics, pour dire non aux mesures négatives qui s'accumulent: gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique. Toutes ces mesures vont fragiliser les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable.

A l'Hôpital d'Arles comme dans tout le territoire, le syndicat CGT appelle aujourd'hui l'ensemble des agents à se mobiliser et invite la population Arlésienne et ses alentours à continuer de les soutenir dans l'action qu'ils mènent depuis le 25 septembre avec les services du SMUR et des Urgences ! La pétition en ligne et celles que vous signez aujourd'hui a déjà recueilli des milliers de signatures ! Continuons !!!

Notre hôpital, comme beaucoup d'autres, est confronté à un plan de retour à l'équilibre financier. Cela se traduit essentiellement par la réduction drastique des effectifs dans les services de soins, les services techniques et autres.

En effet, il a déjà subi la perte de nombreux postes de soignants, du service de bio-nettoyage et des cuisines, la privatisation du service des jardins. Nous nous battons encore aujourd'hui pour sauver les 5 postes d'ambulanciers du SMUR de l'hôpital. Et cela ne va pas s'arrêter puisque la fermeture d'un des services de médecine et du standard téléphonique de nuit va avoir lieu prochainement.

Il y a de lourdes conséquences qui en découlent avec :

- L'augmentation du nombre d'agents en épuisement professionnel,
- L'augmentation des accidents de travail,
- Une augmentation de l'absentéisme de longue durée lié à des pathologies lourdes,
- La fuite des professionnels qui n'hésitent pas à démissionner de leur poste,
- Le non renouvellement des agents contractuels,
- Le rappel des agents sur leurs temps de repos,
- Le non-respect de la vie privée,
- Une diminution de la présence soignante auprès des patients et donc de la qualité et de la sécurité des soins,
- L'augmentation importante du délai de prise en charge des usagers,

De nouvelles procédures d'organisation des services se mettent en place. Elles aboutiront à de nouvelles suppressions de postes, sans que soient donnés les moyens de remplacement des agents absents. Ces conditions de travail, qui ne cessent de se dégrader, imposent aux agents toujours plus de flexibilité, et toujours moins de vie privée.

Il n'est pas concevable de laisser se poursuivre des projets susceptibles de diminuer les capacités d'accueil, d'abaisser la qualité des soins, de mettre en danger les usagers par l'épuisement des personnels.

Nous demandons à la Direction de l'hôpital et au Conseil de Surveillance de prendre leurs responsabilités en maintenant les effectifs et les moyens indispensables à l'accueil de tous les patients

dans le service public, dans les meilleures conditions de compétences et de sécurité. C'est à partir de ces éléments qu'il faut négocier et ne pas accepter les injonctions financières de l'Etat.

Nous demandons aux pouvoirs publics, aux élus locaux et nationaux, de nous donner les moyens financiers et humains d'accomplir nos missions, de stopper les réformes de financement des hôpitaux publics.

Le CH d'Arles, comme tous les autres hôpitaux, est gravement malade ! Pour continuer à prendre soin de TOUS, il est indispensable de prendre soin de l'hôpital et de ses personnels!

Nous rappelons que l'hôpital public est notre bien commun, qu'il n'est pas une marchandise. Nous exigeons un accès à la santé pour tous et sur tout le territoire.

Oui l'hôpital public doit retrouver une finalité soignante, non gestionnaire avec une sécurité sociale solidaire : cotiser selon ses moyens et recevoir des soins selon ses besoins !

Oui nous devons plus fortement encore nous retrouver dans la grève, dans les mobilisations à venir. Oui ces mobilisations doivent avoir un caractère unitaire encore plus large !

Et si le Président de la République perd ses nerfs, gonflé par un sentiment de toute puissance, qu'il ne perde pas de vue que les grandes colères populaires se nourrissent des humiliations infligées par les puissants !